

qui démontre que le long processus ont jaillira une nouvelle direction révolutionnaire soviétique a déjà commencé

Au procès ont été poursuivies des dizaines de personnes qui ont eu des attitudes différentes. Certaines ont déclaré ouvertement qu'elles considéraient correctes les idées pour lesquelles elles avaient combattu, tout en admettant qu'il était probablement erroné de recourir à des méthodes de lutte clandestine. Une jeune fille, interrogée par les juges sur les buts de l'organisation, a répondu : « La première chose, c'est de vous envoyer tous au travail. » Tous les accusés ont été condamnés à des peines de deux à sept années à purger dans des camps dits de rééducation.

Autre information non moins significative. Le 5 mars, à Moscou, une manifestation de protestation de vieux bolcheviks, pour la plupart survivants des camps de concentration stalinien avait été préparée. En prévision de celle-ci, la place Rouge fut envahie par les policiers. Les vieux bolcheviks se rassemblèrent effectivement, mais, devant l'importance de la mobilisation policière, ils restèrent à l'intérieur des grands magasins GOM qui étaient pleins de monde. Ces vieux militants avaient en vent des projets de réhabilitation de Staline, et c'est pourquoi, ils avaient préparé une manifestation qui a ainsi avorté.

15 mars 1966

EMPLE : la guerre du Vietnam révolutionnaires Polonais

L'un des accusés est Ludwik Haas, trotskyste polonais depuis les années trente qui a subi 18 années d'internement en U.R.S.S. Lors du premier procès, Haas proclama son appartenance au trotskysme et défendit les convictions que lui-même et les autres avaient avancées dans cette brochure. Les autres accusés étaient de jeunes intellectuels et des académiciens.

100 membres de la communauté du campus de Berkeley — tous mandatés pour la défense des libertés civiles en Amérique — ont formé un comité ad hoc pour protester contre la répression de la liberté en Pologne. Le comité réalisera un mémorandum sur la question et tiendra un meeting au Lower Plaza ce lundi midi.

La lettre suivante a été envoyée au gouvernement polonais :

« Nous, soussignés, qui avons protesté et qui continueront à protester contre les violations de la liberté dans notre propre pays, et qui sommes engagés maintenant même dans la défense des libertés civiles de dissidents américains tels que le club W.E.B. Dubois et d'autres qui ont subi les attaques du gouvernement, sommes stupéfaits que les citoyens polonais : Haas, Modzelewski, Smiech, Badowski et Kuron aient été condamnés à des peines de prison pour l'exercice de droits politiques que nous considérons comme élémentaires. Nous protestons contre cette atteinte à la liberté. Nous réclamons la libération des accusés et que leurs droits politiques, comprenant le droit à distribuer de la littérature de protestation et à organiser une opposition politique, soient affirmés. »

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

par Pierre FRANK

une brochure de 32 pages

2 F

Commander à l'Internationale
21, rue d'Aboukir, PARIS-2^e
C.C.C. P. Frank, 12 648-46 Paris

Nous publions ci-dessous les conclusions d'une étude de nos camarades du « Socialist Workers Party », section indienne de la IV^e Internationale, parue en mars dans le n° 2 de Marxist Outlook, leur organe. L'étude tout entière paraîtra dans le prochain numéro de la revue Quatrième Internationale.

Ces dernières années, plusieurs millions de tonnes de céréales américaines ont été importées, absorbant chaque année 110 crores (1) sur le budget du commerce extérieur. Ces importations ont sans doute aidé le gouvernement à enrayer la crise dans l'immédiat, en assurant une ration minimum aux consommateurs des grandes villes. Mais les importations ne peuvent à elles seules résoudre la crise actuelle, même les économistes officiels le reconnaissent. Et, de fait, elles ne freinent pas la spirale ascendante des prix des céréales, mais elles découragent l'augmentation de la production nationale.

Les circonstances ont contraint le gouvernement à introduire le rationnement dans les grandes villes des Etats déficitaires comme le Kerala, Madras et le Bengale occidental, et on a proposé de l'étendre également au Maharashtra. Des intérêts commerciaux ont manifesté une certaine résistance à "institution du rationnement et, malheureusement, la pression de bourgeoisies locales empêche le gouvernement de poursuivre une politique alimentaire uniforme dans tout le pays. Dans le Centre, on n'a même pas

LE SOUTIEN A LA LUTTE VIETNAMIENNE

(Suite de la première page)

campagne est menée pour expliquer que, d'ici trois ans, la Chine aura la bombe H... et qu'il est temps d'agir contre elle. La mollesse et l'opportunisme soviétique conjugués au sectarisme chinois ne font qu'accroître le danger à l'heure où un front unique anti-impérialiste est plus nécessaire que jamais.

On a annoncé que des aviateurs vietnamiens s'entraînaient en U.R.S.S., mais il n'y a toujours pas de forces aériennes pour défendre le territoire de la R.D.V.N. ; quant aux fusées, elles sont toujours mouillées...

Pour les journées contre la guerre du Vietnam, on a compté 40 000 manifestants en une seule fois... mais c'était à New York où le Mouvement de la Paix n'existe pas. En revanche, partout où des partis communistes dirigent la lutte, il n'y a que des mouvements ridicules. Faut-il en tirer une moralité : ce serait que pour lutter contre la guerre au Vietnam, il ne faut pas attendre une action large et décidée des partis communistes ni de leurs organisations affiliées (sauf débordement, comme on l'a vu avec des jeunesse communistes). C'est cette conclusion qu'ont tiré l'U.N.E.F., le P.S.U., la F.E.N. et quelques autres, lors des négociations qui ont préparé la « journée d'action pour la paix au Vietnam » du 25 mars, en constatant que la manifestation prévue se changeait en projet de « délégations massives » encadrées par la police. Les uns ont rompu le contact, les autres sont demeurés, pour ne pas encourir le reproche de l'ultimatisme, mais il faudra bien tirer les leçons de ce sabotage permanent, et que ceux qui veulent une action réelle l'imposent en passant outre aux saboteurs.

Dick LEMAIRE.

LA SITUATION EN ÉQUATEUR

A la fin du mois de mars la Junte militaire qui dominait le pays de façon dictatorial depuis juillet 1963 a été renversée par une coalition de forces populaires composée, d'après les informations qu'on en a, d'ouvriers, d'universitaires, d'industriels, de commerçants, et même de certains secteurs de l'armée. La méthode adoptée par la coalition pour abattre la dictature militaire fut une grève presque générale qui paralysa les principales activités du pays. La Junte qui représentait les grands propriétaires terriens féodaux prit le pouvoir avec l'appui de l'administration Kennedy et maintint, comme il se doit, sa domination en

pu obtenir des différents gouvernements d'Etats (pourtant tous dirigés par le Parti du Congrès) qu'ils acceptent le principe du « sacrifice égal » pour les Etats déficitaires et excédentaires.

Pour affronter la crise, le ministre de l'Alimentation, Subramaniam, a élaboré une mystification, baptisée plan destiné à rendre l'Inde capable de se suffire à elle-même pour la production agricole en 1971. Il propose pour cela :

1) de passer un accord à long terme avec les U.S.A., étendant le programme PL 480 (2) jusqu'en 1971 ;

2) d'importer des quantités massives d'engrais (environ pour 776,5 crores) qui représentent pour lui « l'investissement-clé » (1) ;

3) d'utiliser des variétés de « semences-à-haut-rendement » et de sélectionner celles qui sont « particulièrement-sensibles-aux-engrais » (1)

Même les journalistes à la solde du gouvernement ne prennent pas ce plan au sérieux. Subramaniam essaie en réalité d'asservir encore plus étroitement l'économie capitaliste indienne aux besoins de l'impérialisme U.S.

L'agriculture ne peut pas être réorientée réellement vers l'autonomie alimentaire dans le cadre économique du capitalisme, quelle que soit la pseudo-réforme que le gouvernement du Congrès essaie de réaliser. Ce qui est nécessaire c'est une transformation complète des rapports de propriété, laissant place à un système fondé sur la nationalisation des postes

de commande de l'économie et la socialisation des moyens de production.

Si les révoltes de la faim qui éclatent dans différents Etats ne sont pas orientées vers cette perspective, elles conduiront à une impasse. Dans le Kerala et le Bengale occidental, ces mouvements ont montré quelles sont les immenses possibilités et l'initiative créatrice des masses. Dans certains districts du Bengale occidental, où les céréales atteignaient des prix vertigineux, les masses ont attaqué les stocks et entrepris leur distribution par l'intermédiaire de comités populaires. Confronté aux carences graves de sa lutte contre la crise alimentaire, le gouvernement a eu recours à la répression brutale, à la fusillade et aux arrestations massives. La direction du mouvement ne semble avoir aucune perspective claire, si ce n'est d'obtenir, par une tactique de pression limitée, des améliorations mineures de la politique administrative. Obtenir une aide temporaire pour les populations affamées est certes l'objectif immédiat, mais le principal est de lier l'agitation actuelle aux revendications plus fondamentales des masses. Il faut leur faire prendre conscience du fait que la crise alimentaire ne peut être surmontée qu'en balayant complètement le vieux système capitaliste.

(1) 1 crore = 10 millions de roupies. 1 roupie = 1,03 F.

(2) Programme d'importation de céréales des Etats-Unis.

Saint-Domingue tient tête aux U.S.A.

Saint-Domingue connaît actuellement la situation la plus explosive de toute l'Amérique latine. Les Nord-Américains avaient installé le gouvernement Garcia Godoy en septembre 1965, dans l'espoir qu'il parviendrait à stabiliser la situation dans des conditions avantageuses pour eux. Or, depuis septembre, la dégradation est continue, marquée par la tentative d'extermination des officiers constitutionnalistes le 19 décembre 1965, dans l'hôtel Matum de Santiago, puis par la fusillade des étudiants en février, aussitôt suivie d'une grève générale de sept jours.

Les militaires de droite entendent faire ce qui leur plaît dans le pays, et rêvent du retour à une dictature à la Trujillo, les masses populaires urbaines sont exaspérées par la misère et par l'occupation américaine et risquent de déborder leurs directions. Celles-ci comprennent trois organisations. La plus puissante est le Mouvement révolutionnaire du 14 juin. Il dispose d'une audience extraordinaire dans toute l'île. Malheureusement, ses cadres sont en nombre très limité et ses options politiques fondamentales demeurent vagues ; il n'a pas encore de programme de base et ne propose que des objectifs immédiats démocratiques (retour à la Constitution bourgeoise de 1963, départ des Américains). Le Mouvement populaire dominicain est beaucoup moins influent, il défend les thèses chinoises et comporte un noyau de militants très courageux et liés aux masses. Quant au Parti communiste dominicain, il espère remonter la pente le long de laquelle l'avait fait glisser son opportunisme répugnant. En octobre 1965, une session du comité central s'est livrée à une autocritique très sévère de l'activité passée, et l'ancienne direction (les frères Ducoudray, etc.) a été limogée.

Mais si l'influence du P.C.D. n'est pas négligeable sur certains éléments de la bourgeoisie libérale, il ne peut jouer aucun rôle un tant soit peu important dans la levée des masses populaires.

Des élections sont prévues pour le 1^{er} juin afin de désigner un président de la République. Il ne fait aucun doute que, si elles ont lieu avec un minimum de démocratie, c'est Juan Bosch, leader du Parti révolutionnaire dominicain (parti influent de la bourgeoisie libérale), qui l'emportera. Mais que peuvent être ces élections dans le climat d'insécurité, de menaces et d'attentats politiques qui régnaient jusqu'à ces dernières semaines.

Dès décembre 1965, le Mouvement du 14 juin a refusé de participer à des élections qu'il juge de « type colonial », et Bosch lui-même hésite encore à tenter sa chance. Les Américains ont téléguidé d'abord Balaguer, puis récemment Bonelly, pour essayer de triompher de Bosch. Ce sont d'anciens trujillistes ou né-trujillistes qui n'ont aucune chance de passer.

Il y a donc une situation sans issue « pacifique » pour l'impérialisme américain. Les mouvements révolutionnaires s'implantent maintenant à la campagne. Le 13 février s'est tenu une assemblée constitutive d'un syndicat unique pour les ouvriers agricoles et les paysans pauvres de La Vega, avec, pour mot d'ordre, « La terre à ceux qui la travaillent ! Unis, nous vaincrons ! ». Les armes récupérées par le peuple en avril 1965 sont toujours contrôlées par ses organisations. Enfin, les militaires constitutionnalistes, regroupés dans le camp du 27 février, demeurent une force réelle, malgré le départ du colonel Caamano et de ses compagnons pour des ambassades étrangères.

Le moral des militants révolutionnaires est actuellement très élevé à Saint-Domingue, mais la taille de l'île, la détermination de l'impérialisme de ne pas tolérer un nouveau Cuba, rendent plus concrète que jamais la nécessité de coordonner les luttes en Amérique latine, sans s'arrêter aux intérêts immédiats de l'URSS dans son désir de *statu quo* avec l'impérialisme.

ROBERTO GOMEZ

naire pourra se développer à court terme en Equateur.

Comme dans les autres pays d'Amérique latine, le PC stalinien ne joue aucun rôle à l'intérieur du mouvement révolutionnaire. Le développement de la lutte de classes en Equateur est un symptôme évident de la nouvelle montée révolutionnaire en Amérique latine, montée à laquelle participent des couches sociales de plus en plus vastes. Ce développement démontre aussi qu'il y a maintenant en Amérique latine de nombreuses conjonctures favorables à la révolution qui peuvent vaincre la domination combinée de l'impérialisme nord-américain et de l'oligarchie locale. J. R.